
PREFECTURE DU VAL-D'OISE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'AMENAGEMENT

Cergy-Pontoise, le

Bureau de l'Environnement

PP/AM

LE PREFET DU VAL D'OISE CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- VU le code minier ;
- VU la loi du 2 mai 1930 modifiée relative à la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque ;
- VU la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- VU la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 modifiée relative à la protection de la nature ;
- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU la loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 modifiée susvisée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles 18 et 34.1 ;
- VU le décret n° 80-330 du 7 mai 1980 modifié relatif à la police des carrières et notamment son article 26 ;
- VU le décret n° 94-485 du 9 juin 1994 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux des carrières ;
- VU la circulaire ministérielle du 29 janvier 1993 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement - Loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières ;
- VU la demande du 19 septembre 1972 par laquelle Monsieur Jean SARROUY, agissant en tant que président du directoire des établissements Delacourt sollicite l'autorisation de poursuivre l'exploitation d'une carrière souterraine de gypse sur le territoire des communes de Villiers Adam et de Béthemont-la-Forêt ;
- VU les fusions absorptions, changements de noms successifs intervenus entre 1972 et ce jour conduisant de la structure établissements Delacourt à la structure S.A. Lafarge Plâtres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 décembre 1982 modifié, limitant à 500 m des habitations de Béthemont-la-Forêt, l'extraction souterraine de gypse à l'explosif ;
- VU la décision n° 82 438 - 82 451 du 9 novembre 1988 du Conseil d'Etat annulant le jugement du Tribunal Administratif de Versailles en date du 26 juin 1986 et considérant que la société Plâtres Lafarge est titulaire d'une autorisation régulière d'exploiter la carrière visée par la demande déposée en septembre 1972 ;

- VU l'arrêté préfectoral du 31 juillet 1989 relatif au délaissement d'une partie de la carrière de Villiers Adam concernant la société Plâtres Lafarge dans le cadre de sa carrière souterraine de gypse exploitée sur le territoire des communes de Villiers Adam et de Béthemont-la-Forêt ;
- VU les arrêtés préfectoraux des 10 mai 1996 et 28 octobre 1996 autorisant la société S.A Lafarge Plâtres à poursuivre à titre temporaire, selon une méthode d'exploitation déterminée, l'exploitation de sa carrière sur le territoire des communes de Villiers Adam et de Béthemont-la-Forêt ;
- VU l'arrêté préfectoral du 6 février 1997 imposant à la société S.A. Lafarge Plâtres des prescriptions notamment pour la sécurité et la santé des travailleurs dans le cadre de l'abandon de sa carrière sise sur le territoire des communes de Villiers Adam et de Béthemont-la-Forêt ;
- VU l'arrêté préfectoral du 19 septembre 1997 imposant à la S.A. Lafarge Plâtres des dispositions vis-à-vis de fontis venu à jour, amorces de fontis dans le cadre de sa carrière sise sur le territoire des communes de Villiers Adam et de Béthemont-la-Forêt ;
- VU l'ordonnance du 29 octobre 1992 du Tribunal de Grande Instance de Pontoise nommant un expert judiciaire dans le cadre d'affaissements dirigés concernant la carrière souterraine susvisée ;
- VU les éléments, engagements et documents en date des 28 janvier 1985, 12 septembre 1986, 17 avril 1989, 21 décembre 1994, 21 avril 1995, 22 mai 1995, 21 décembre 1995, 21 mars 1996, 27 mars 1996, 29 mars 1996, 3 avril 1996, 9 avril 1996, 21 juin 1996, 9 octobre 1996, 13 janvier 1997 ;
- VU la déclaration d'abandon de travaux au sens du décret n° 80-330 modifié précité, la notification de mise à l'arrêt définitif d'une installation au sens du décret n° 77-1133 modifié précité, émanant de la société S.A. Lafarge Plâtres en date du 21 juin 1996, complétés par dossier de la société S.A Lafarge Plâtres en date du 9 octobre 1996, les documents précités étant parvenus respectivement les 27 juin 1996 et 17 octobre 1996 en Préfecture du Val d'Oise ;
- VU les transmissions préfectorales des 11 juillet 1996 et 17 octobre 1996 de la déclaration d'abandon à M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile-de-France ;
- VU les transmissions préfectorales des 14 novembre 1996, 18 novembre 1996 et 2 janvier 1997 de la déclaration d'abandon et de ses annexes aux chefs des services civils et militaires intéressés, aux maires des communes intéressées, au titre de l'article 25 du décret n° 80-330 modifié précité ;
- VU la consultation préfectorale du 14 novembre 1996 sur la mise à l'arrêt définitif d'installation des maires des communes concernées, au titre de l'article 34-1 du décret n° 77-1133 modifié ;
- VU les délais impartis pour la transmission ou formulation d'observation ou d'avis par les articles 25 du décret n° 80-330 modifié précité ou 34.1 du décret n° 77-1133 modifié ;
- VU les observations ou avis, transmis ou formulés dans les délais réglementaires ;
- VU les dispositions des articles 25 du décret n° 80-330 modifié précité et 34.1 du décret n° 77-1133 modifié stipulant que les observations ou avis non transmis ou formulés dans les délais fixés sont réputés favorables ;
- VU les propositions du 16 janvier 1997 de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile-de-France ;
- VU l'avis émis par la commission départementale des carrières dans sa séance du 31 janvier 1997 ;
- VU les avis émis par la commission départementale des sites, perspectives et paysages lors de ses séances des 3 février 1997 et 29 avril 1997 ;
- VU l'autorisation de travaux de Mme la Ministre de l'Aménagement de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement en date du 29 juillet 1997 ;
- LE demandeur entendu ;
- VU la lettre préfectorale en date du 15 septembre 1997 adressant le projet d'arrêté de prescriptions techniques à la société Lafarge Plâtres et lui accordant un délai de 15 jours pour formuler ses observations ;

- VU l'avis de réception postal du 16 septembre 1997 par la société Lafarge Plâtres du projet d'arrêté précité ;
- VU la lettre du 29 septembre 1997 de la S.A. Lafarge Plâtres présentant des observations sur le projet d'arrêté précité, parvenue en Préfecture du Val d'Oise le 1er octobre 1997 ;
- SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise :

A R R Ê T E

Article 1er : La S.A Lafarge Plâtres, dont le siège social est situé 5, avenue de l'Egalité à L'Isle-sur-la-Sorgue (84807) doit, dans le cadre de la mise à l'arrêt définitif de sa carrière sise sur le territoire des communes de Villiers Adam et de Béthemont-la-Forêt, respecter les dispositions du présent arrêté, prises en application du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Outre ces dispositions, l'exploitant est tenu de respecter les prescriptions des arrêtés préfectoraux susvisés des 2 décembre 1982 modifié, 31 juillet 1989 modifié, 10 mai 1996, 28 octobre 1996 ainsi que les engagements et éléments contenus dans les dossiers et documents des 19 septembre 1972, 28 janvier 1985, 12 septembre 1986, 17 avril 1989, 21 décembre 1994, 21 avril 1995, 22 mai 1995, 21 décembre 1995, 21 mars 1996, 27 mars 1996, 29 mars 1996, 3 avril 1996, 9 avril 1996, 21 juin 1996, 9 octobre 1996, 13 janvier 1997.

Les travaux à exécuter avant la cessation d'activité, doivent être achevés pour le 31 décembre 2007. Ils comportent notamment des opérations d'affaissement, d'éboulement, de remblayage.

Les mesures de sécurité, de surveillance, d'étude, mentionnées au présent arrêté continuent à demeurer valables pendant une durée de 30 ans, à compter de la notification du présent arrêté sous réserve des dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Si la S.A. Lafarge Plâtres souhaite une modification de la durée de 30 ans mentionnés à la phrase précédente, elle doit en faire la demande au Préfet qui statue par arrêté.

Article 2 :

La S.A Lafarge Plâtres, exploitante de la carrière considérée, ne peut plus sortir de gypse du périmètre de celle-ci.

Article 3 :

Conformité aux plans et données techniques :

L'ensemble des travaux réalisés sur le périmètre de l'exploitation et relatifs à la disposition, à l'aménagement, à l'exploitation, à la remise en état et aux travaux d'abandon des installations, doivent être exécutés conformément aux plans et données techniques joints ou contenus dans les documents cités à l'article 1, adressés par l'exploitant à M. le Préfet du Val d'Oise, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et notamment à celles de l'article 12.

Sont annexés au présent arrêté les plans V.A 05, V.A 06, V.A 07 du 9 septembre 1996 joints au dossier du 9 octobre 1996 précité. Dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fournit à M. le Préfet du Val d'Oise 7 exemplaires des plans précités qui se trouvent modifiés compte tenu des dispositions du présent arrêté ou qui doivent être mis à jour en fonction de la réalité de l'installation. Ces nouveaux plans comportent au minimum les informations contenues sur les plans d'origine. Le Préfet peut exiger la fourniture d'exemplaires supplémentaires des nouveaux plans.

Tout projet de modification, transformation notable doit avant réalisation, être porté par le pétitionnaire à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

Article 4 :

Conditions d'application :

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire et qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des installations classées, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec les installations mentionnées par les arrêtés visés à l'article 1er à modifier les dangers ou inconvénients présentés par les installations sus-mentionnées.

Le présent arrêté s'applique sous réserve du droit des tiers.

L'exploitant doit être titulaire d'un document attestant soit qu'il est le propriétaire des terrains concernés par le présent arrêté, soit qu'il a obtenu de celui-ci le droit de l'exploiter ou de l'utiliser.

Article 5 :

Responsabilité :

L'exploitant est tenu pour responsable des dommages éventuels causés à l'environnement par l'exercice de son activité. Sa responsabilité s'étend au transport dans le cas où il l'assure.

L'exploitant met en oeuvre et exécute les dispositions du présent arrêté dans des conditions optimales et adaptées de sécurité pour les personnes et les biens, notamment celle des personnes susceptibles d'être au voisinage de tout lieu qui pourrait être affecté par un incident ou un accident pouvant provenir des éléments visés par le présent arrêté.

Article 6 :

Contrôles :

L'inspection des installations classées peut faire effectuer des prélèvements et analyses des produits ou substances mises en oeuvre sur le site, des sols, des eaux résiduaires, des effluents gazeux, des vésicules et poussières et des déchets des installations, ou d'autres substances ou matériaux susceptibles d'être concernés par le présent arrêté, ainsi que le contrôle de la situation acoustique ou des mesures de vibration par un organisme ou une personne qualifié.

Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

Article 7 :

Prescriptions de caractère général :

Sans préjudice des prescriptions figurant dans le présent arrêté sont notamment applicables aux installations, les dispositions des textes suivants :

- arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières (Journal Officiel du 22 octobre 1994),

- circulaire et instructions ministérielles du 17 avril 1975 relatives aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables (Journal Officiel du 19 juin 1975),

- arrêté ministériel du 20 juin 1975 modifié relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie (Journal Officiel des 31 juillet 1975, 17 décembre 1983 et 14 janvier 1992),

- arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion (Journal Officiel du 30 avril 1980),

- arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances (Journal Officiel du 16 février 1985),

- arrêté ministériel du 29 mars 1985 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées (Journal Officiel du 31 mars 1985),

- arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement (Journal Officiel du 10 novembre 1985),

- circulaire ministérielle et règles techniques annexées du 23 juillet 1986 relatives aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement (Journal Officiel du 22 octobre 1986),

- arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées (Journal Officiel du 26 février 1993),

- décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article 2 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit et relatives aux objets bruyants et aux dispositifs d'insonorisation (Journal Officiel du 25 janvier 1995).

Article 8 :

Les dépenses correspondant à l'exécution des prélèvements, analyses, expertises, à l'élimination des matériaux pollués, à l'équipement en matériel, à la mise en oeuvre de tout équipement, à la fourniture de moyens matériels et humains ... et de toutes mesures pour l'exécution du présent arrêté, ou toute remise en état des éléments visés par le présent arrêté, sont à la charge de l'exploitant.

Article 9 :

Aménagements d'abords

L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de sa demande du 19 septembre 1972, des décisions du Conseil d'Etat, autorisations, et arrêtés préfectoraux concernant le site, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où les plans de remise en état du site peuvent être consultés.

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Article 10 :

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement pour effectuer des mises en sécurité, des réaménagements, correspondant aux besoins de remise en état, de travaux.

L'exploitant doit assurer, en tant que de besoin, notamment la bonne tenue des piliers et galeries le maintien de l'aérage, le remblayage des vides existants, la surveillance des lieux tant au fond qu'en surface.

Il doit prendre toute mesure de sécurité appropriée aux circonstances.

Article 11 :

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux de mise en sécurité, de réaménagement des lieux.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Un suivi phytosociologique et dendrométrique à la charge de l'exploitant des zones boisées du site doit être assuré par un organisme tiers choisi par l'exploitant. Ce choix est soumis à l'approbation du Préfet. L'exploitant tient les observations de l'organisme tiers à la disposition permanente du Préfet et de l'Office National des Forêts. Ces deux entités précitées peuvent demander à l'exploitant des aménagements techniques vis-à-vis des zones boisées.

Le suivi doit être prolongé pour chaque affaissement, pendant une période minimum de cinq ans après l'affaissement.

Dès son constat, toute anomalie phytosociologique imputée à l'affaissement doit être signalé à l'inspection des installations classées.

Dans la mesure où l'état boisé le permet, l'exploitant établit une topographie sommaire des secteurs affaissés. Cette topographie concerne au moins un point, si possible central, de chacune des zones affaissées. Un relevé est effectué avant l'affaissement puis quelques jours après, puis tous les six mois. Il cesse, au droit de chaque zone, lorsque la variation de cote sur six mois est inférieure à 1 cm ou à la précision de la mesure si celle-ci excède 1 cm.

Pendant toute la durée de l'affaissement, les allées forestières sont, dans la limite des conditions de sécurité, maintenues provisoirement sauf dispositions contraires du présent arrêté.

Article 12 :

Dans le cadre de la remise en état du site, l'abattage de matériaux du gisement concerne une épaisseur maximale de 6 mètres, comprise dans la première masse de gypse.

L'alinéa précédent ne vise pas les entrées, sorties, aérages, utilités et tout autre élément lié à la sécurité de la carrière ou à son approvisionnement en matériaux (départ, arrivée, ...), en énergie, en rejet de toute nature.

A moins de 300 mètres de toute habitation, la S.A. Lafarge Plâtres ne peut abattre du gypse à l'explosif sur le territoire de la commune de Béthemont-la-Forêt.

La méthode dite d'affaissement ne peut pas être mise en oeuvre dans les zones où l'épaisseur des sables des terrains de recouvrement est inférieure à 15 mètres.

A moins de 500 mètres de toute habitation il ne peut être procédé aux opérations d'affaissement sur le territoire de la commune de Béthemont-la-Forêt.

Dans les zones du territoire de la commune de Béthemont-la-Forêt où il n'y a pas d'opérations d'affaissement il est procédé au remblayage des vides, selon la méthodologie prévue par la S.A. Lafarge Plâtres dans ses dossiers mentionnés à l'article 3 ci-dessus, dans le respect et nonobstant les autres dispositions du présent arrêté notamment celles du 10ème alinéa de son article 18.2.

A moins de 100 mètres des habitations, la S.A. Lafarge Plâtres ne peut procéder à des opérations d'éboulements.

Article 13 :

L'abattage de la masse de gypse étant réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définit un plan de tir.

L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.

Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.

Article 14 :

Tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées à cet effet.

La remise en état du site comporte notamment les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille, parois, puits d'aérage, terrains surplombant ou voisins du site ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte-tenu de la vocation ultérieure du site.

Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs, ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Sont considérés comme matériaux inertes des produits qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Ces matériaux ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune autre réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables et n'ont aucun effet dommageable sur d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine. La production totale de lixiviats et la teneur des matériaux en polluants ainsi que leur écotoxicité doivent être insignifiantes.

L'exploitant procède à la vérification des documents relatifs aux matériaux extérieurs, notamment des éléments du bordereau de suivi mentionné au 4ème alinéa du présent article.

L'exploitant met en place les moyens d'assurer la rupture de charge des véhicules apportant des matériaux par déversement sur une zone aménagée à cet effet puis reprise par des engins pour transfert vers le lieu de remblayage. La zone aménagée précitée est notamment conçue de manière à éviter la pollution des sols, des eaux.

L'exploitant effectue un contrôle des matériaux à l'entrée de ses installations, au niveau de la zone aménagée précitée et du lieu de remblayage.

L'exploitant prend les mesures les plus adaptées pour que les véhicules en attente de contrôle ne stationnent pas sur la voie publique.

L'exploitant procède à la vérification de la conformité des matériaux avec les dispositions applicables. L'exploitant procède à la vérification de la conformité des matériaux avec les documents transmis par le producteur.

L'exploitant doit toujours être en mesure de justifier l'origine, la nature et les quantités de matériaux qu'il reçoit.

Article 15 :

En cas d'apparition d'amorce de fontis en fond de carrière, toute mesure préventive doit être prise par l'exploitant pour éviter sa venue à jour. En cas de fontis venu à jour ou dont la venue à jour semble inévitable, l'exploitant est tenu de procéder immédiatement à la clôture du secteur de surface dangereux et à sa signalisation, dans les conditions décrites notamment à l'article 16 du présent arrêté et rapidement, à son remblaiement par des matériaux inertes dans le respect notamment des dispositions du présent arrêté, le cas échéant après avis de l'Office National des Forêts, en forêt domaniale, et des maires des communes intéressées dans tous les cas.

Dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, la S.A. Lafarge Plâtres :

- fournit au Préfet des coupes géologiques précises des zones exploitées,
- propose au Préfet des mesures préventives de détection des diaclases susceptibles d'engendrer rapidement des fontis (sondages ou autres méthodes d'investigation comme la recherche des silico-alumineux des marnes ...),
- définit les modalités de traitement ou d'exploitation d'une zone suspectée de contenir des diaclases.

Dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, la S.A. Lafarge Plâtres fournit au Préfet une étude indiquant le degré de stabilité des sols en surface en fonction des types de remblais et de leur mode de mise en place (conséquence au niveau du sol de surface d'une rupture du toit à terme après la mise en place des remblais).

Article 16 :Sécurité du public :

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

Un contrôle des entrées et des sorties, effectué sous la responsabilité de l'exploitant et suivant une consigne établie par ce dernier doit permettre de connaître à tout moment le nom de toute personne présente dans les travaux souterrains.

L'accès de toute zone dangereuse du site est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords du site, d'autre part, à proximité des zones clôturées et des zones dangereuses.

Les dispositions ci-dessus sont notamment applicables aux orifices des puits, aux zones non réaménagées, aux zones non stabilisées, aux zones en travaux d'éboulement, aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.

L'exploitant doit veiller en permanence au bon état de la clôture et à la présence des pancartes en nombre suffisant.

L'exploitant, lorsque la profondeur de l'exploitation comptée à partir de la surface est inférieure à 100 mètres, informe le Préfet un mois avant que les travaux de remise en état du site n'arrivent à une distance horizontale de 50 mètres des éléments de la surface à protéger mentionnés ci-dessous.

Ces éléments de surface sont ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques, tel que définit à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 mentionné à l'article 7 du présent arrêté.

Le cas échéant, le Préfet fixe, s'il y a lieu, les massifs de protection à laisser en place ainsi que les conditions dans lesquelles ceux-ci peuvent, éventuellement, être traversés ou enlevés ; il notifie sa décision à l'exploitant dans le délai d'un mois à compter de la date de la réception de l'information émanant de l'exploitant.

Le Préfet peut, dans le respect des dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 mentionné à l'article 7 du présent arrêté, sur la requête éventuelle de l'exploitant ou de tiers intéressés, atténuer ou renforcer les obligations résultant des trois précédents alinéas.

Article 17 :

Registres et plans :

Un plan de l'ensemble des travaux, à l'échelle du 1/2 000, du 1/2 500 ou de 1/5 000, est établi par l'exploitant. Ce plan indique les cotes des points principaux ainsi que les parties abandonnées des travaux.

Sont de plus reportés, en tant que de besoin, notamment, sur ce plan :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les zones extraites ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs en repère N.G.F. ;
- les zones remises en état ;
- la position des ouvrages visés à l'article 16 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué y compris en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan d'ensemble est mis à jour au moins une fois tous les six mois.

Un plan de surface et un registre d'avancement des travaux sont également établis et tenus à jour par l'exploitant.

Le plan de surface précité comporte au moins les éléments intégrés dans le plan d'ensemble des travaux. En tant que de besoin, il est complété par l'exploitant par les éléments qu'il juge nécessaire.

L'exploitant tient à la disposition des propriétaires les plans des travaux souterrains effectués sous leur propriété ou sous les abords de celle-ci, ainsi que le plan de la surface permettant de connaître la situation desdits travaux.

Annuellement, avant la date anniversaire du présent arrêté, ainsi que lors de l'information par l'exploitant au Préfet de la réalisation des travaux prévus pour la cessation d'activité, la S.A. Lafarge Plâtres transmet au Préfet un bilan sur la situation du site au regard des dispositions du présent arrêté.

Article 18 :

Prévention des pollutions :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite des travaux pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

18.1 : eaux :

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé ou à la sécurité publiques ainsi qu'à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables et de favoriser la manifestation d'odeurs, saveurs ou colorations anormales dans les eaux naturelles.

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 p. 100 de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 p. 100 de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 p. 100 de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Les installations de concassage de produits minéraux dans l'enceinte de la carrière n'utilisent et ne rejettent pas d'eau de procédé

La S.A. Lafarge Plâtres est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'aménagement et l'exploitation de l'installation de rejet d'eau d'exhaure de la carrière dans les eaux superficielles du cours d'eau dénommé le rû de Montubois au niveau de la parcelle cadastrée B2 n° 342 du territoire de la commune de Béthemont-la-Forêt. La capacité totale du rejet d'eau d'exhaure est de 120.m³ par jour, et représente 15 % du débit des eaux superficielles recevant le rejet.

Les eaux rejetées par l'installation constituées notamment d'eaux d'exhaure, d'eaux pluviales, d'eaux de nettoyage respectent les dispositions du présent arrêté.

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 (norme NF T 90 008) ;
- la température est inférieure à 30° C (norme NF T 90 100) ;
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Les eaux précitées doivent le cas échéant être compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur, les orientations du schéma d'aménagement et de gestion des eaux et la vocation piscicole du milieu.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l (norme NF T 90 034).

Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

Les eaux d'exhaure sont rejetées au point kilométrique 6 du cours d'eau rû de Montubois, par référence avec sa confluence avec la rivière Oise.

Le rejet est effectué dans des conditions ne créant pas de dégradation physique, chimique ou bactériologique du cours d'eau considéré.

Le débit est mesuré en continu, le pH, la température, les matières en suspension totales, la demande chimique en oxygène, les hydrocarbures, les sulfates, les sulfures, le calcium font l'objet de mesures semestrielles. L'exploitant archive et conserve les résultats de ces mesures.

L'affaissement ne doit pas induire de modification du débit des exutoires de la nappe captés les plus proches de la zone affaissée, supérieure de plus de 25 % aux fluctuations naturelles moyennes de ces débits.

Dès sa découverte, toute venue d'eau nouvellement constatée en carrière, toute anomalie du régime hydrogéologique imputé à l'affaissement, doit être signalée à l'inspection des installations classées.

L'exploitant fait mener par un tiers une étude hydrogéologique sur l'évolution des caractéristiques de la nappe. Un réseau de piézomètres en nombre suffisant et adapté, judicieusement répartis, est mis en place par l'exploitant. Le maillage de ce réseau encadre notamment le secteur exploité.

Cette étude :

- obéit notamment aux dispositions de l'article 6 - 2ème alinéa du présent arrêté,
- doit être poursuivie au-delà de l'achèvement de chaque affaissement,
- peut avoir pour base l'étude hydrogéologique menée sur le secteur par l'École Nationale Supérieure des Mines de Paris.

Le choix du tiers, menant l'étude précitée, par l'exploitant est soumis à l'approbation du Préfet.

L'écoulement des eaux de surface, éventuellement diminué par les activités de l'exploitant, doit être rétabli en cas de risque pour la conservation des chaussées ou des boisements.

18.2 : atmosphère :

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

Les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm³ (les mètres cubes sont rapportés à des conditions normalisées de température, 273 Kelvin, et de pression, 101,3 kilopascals, après déduction de la vapeur d'eau, gaz sec).

Les périodes de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquelles les teneurs en poussières des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus doivent être d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures.

En aucun cas, la teneur en poussière des gaz émis ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm³. En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi-heure.

La valeur limite du débit gazeux est de 2,88.10⁵ Nm³/heure sur l'ensemble du site sans préjudice de la législation et de la réglementation en vigueur notamment de celle liée à la sécurité.

La valeur limite du flux de poussières est de 1,44.10⁸ mg/heure sur l'ensemble du site sans préjudice de la législation et de la réglementation en vigueur notamment de celle liée à la sécurité.

L'exploitant informe le Préfet des éventuelles incompatibilités des dispositions notamment des deux alinéas précédents avec celles dictées par la sécurité. Le présent alinéa concerne l'ensemble des dispositions du présent arrêté.

Annuellement, l'exploitant procède à des contrôles de la concentration, du débit et du flux de poussières des émissions gazeuses à chaque point de rejet.

Ces contrôles sont effectués selon des méthodes normalisées et par un organisme agréé.

18.3 : incendie - électricité :

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

L'installation électrique est entretenue en bon état ; elle est périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'équipement électrique des installations pouvant présenter un risque d'explosion doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 mentionné à l'article 7 du présent arrêté.

18.4 : déchets :

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

Les déchets et résidus produits par les installations sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

L'exploitant est en mesure de justifier l'élimination des déchets sur demande de l'inspection des installations classées.

Tout brûlage de déchets est interdit sur le site.

18.5 : bruit - vibration :

Les travaux sont menés de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

En dehors des tirs de mines, les bruits émis par la carrière et l'installation de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse ...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB (A), d'une émergence supérieure à :

- 5 dB (A) pour la période allant de 6 h 30 à 21 h 30, sauf dimanches et jours fériés ;
- 3 dB (A) pour la période allant de 21 h 30 à 6 h 30, ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans la deuxième partie de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 août 1985 mentionné à l'article 7 du présent arrêté.

En limite du périmètre de la carrière, les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser sont :

Période	Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)	
	Zone résidentielle rurale	Zone de bourg, villages et hameaux agglomérés
Jour	50	60
Période intermédiaire	45	55
Nuit	40	50

Période de jour : jours ouvrables de 7 heures à 20 heures,

Périodes intermédiaires : pour les jours ouvrables de 6 heures à 7 heures, 20 heures à 22 heures ;
pour les dimanches et jours fériés de 6 heures à 22 heures,

Période de nuit : tous les jours de 22 heures à 6 heures.

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date du 19 septembre 1972 et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date du 19 septembre 1972.

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré L_{Acq} .

L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation moins de cinq ans avant le 22 octobre 1994 doivent, dans un délai de trois ans après cette date, répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 mentionné à l'article 7 du présent arrêté.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Annuellement, l'exploitant procède à des contrôles des niveaux sonores. Ces contrôles sont effectués selon des méthodes définies par le présent arrêté.

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

BANDE DE FRÉQUENCE en Hz	PONDÉRATION du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à tout autre activité humaine et les monuments.

Le respect de la valeur ci-dessus est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière, puis pour :

- les tirs d'éboulement, à chaque tir,
- les tirs d'affaissement, à chaque tir.

Cette vérification est effectuée (mesures, date, heure, interprétation, conclusion) par un tiers choisi par l'exploitant selon notamment les dispositions de l'article 6 - 2ème alinéa du présent arrêté. Le choix de ce tiers est soumis à l'approbation du Préfet.

L'appareillage d'enregistrement des vibrations, qui peut être à enclenchement automatique, doit pouvoir mesurer au moins la valeur de crête d'un train de vibrations pour un spectre de fréquence qui peut exclure les valeurs inférieures à 2 Hz ou supérieures à 100 Hz sur requête argumentée de l'exploitant au Préfet et nonobstant les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 mentionné à l'article 7 du présent arrêté.

L'exploitant conserve tous les enregistrements effectués par l'appareillage, avec mention des dates et heures de mesures. Ces enregistrements sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sous réserve des droits des tiers, l'exploitant choisit l'emplacement des capteurs de mesures en accord avec l'expert judiciaire mentionné à l'article 21 du présent arrêté. Le Préfet peut demander à l'exploitant la modification de l'emplacement de capteurs de mesure.

Après l'affaissement, et sous délai maximum de vingt jours, l'exploitant fait connaître au Préfet, à l'inspection des installations classées les résultats de la vérification effectuée par le tiers qu'il a choisi avec tous les éléments accompagnant cette vérification (mesures, date, heure, interprétation, conclusion).

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date du 19 septembre 1972 et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date du 19 septembre 1972.

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire ministérielle du 23 juillet 1986 mentionnée à l'article 7 du présent arrêté, sont applicables.

18.6 : transport :

Les matériaux sont transportés par voie routière.

L'exploitant prend, dans le cas où il n'assure pas lui-même l'approvisionnement en matériaux de son site, des mesures volontaristes notamment contractuelles avec les transporteurs concernés pour que des véhicules en surcharge ne se présentent pas sur le site. Dans le cas où il effectue lui-même l'approvisionnement de son site, l'exploitant s'assure préalablement au transport que les véhicules concernés ne sont pas en surcharge.

L'exploitant vérifie par tout moyen adapté que les véhicules sortant du site ne sont pas en surcharge.

L'exploitant prend toute mesure efficace à l'encontre de véhicules qui se présentent en surcharge.

Article 19 :

Avant l'opération d'affaissement et avant le début des travaux de refente des piliers en carrière, l'exploitant doit installer une clôture délimitant le secteur de la surface susceptible d'être concernée nonobstant les dispositions de l'article 16 du présent arrêté.

Des pancartes bien visibles doivent indiquer l'interdiction de pénétrer dans l'enclos et mentionner la présence d'un danger. Elles sont disposées de manière à ce qu'au moins l'une d'entre elles soit normalement lisible de tout point immédiatement extérieur à l'enclos.

La continuité de la clôture peut être interrompue pour la réalisation des travaux prescrits aux alinéas ci-après du présent article. Dans ces circonstances, le chantier doit être placé en permanence sous la surveillance effective de l'exploitant.

Avant l'affaissement, les galeries séparant le secteur à affaisser du massif en place doivent être remblayées "en sifflet".

Des merlons de remblai doivent prévenir tout envahissement des galeries non concernées par l'affaissement suivant par la masse éboulée. Ces merlons sont calés par un remblai de renfort après l'affaissement. Aucun angle saillant de la zone affaissée ne peut subsister plus de trois semaines sans être merloné et calé de la même façon sur deux côtés.

Aussitôt après l'affaissement, les fissures du sol apparues en surface et non susceptibles de se refermer doivent être remblayées pour éviter tout accident de personne. Les matériaux de remblais doivent être inertes tel que mentionné à l'article 14 du présent arrêté et doivent être mis en place avec diligence à l'aide de matériels et méthodes dérangeant le moins possible le sol ou les arbres et plantations forestières.

L'accès des zones encloses au sens du présent article - 1er alinéa est interdit en permanence à toute personne et à tout véhicule.

L'approche des lieux visés par le 1er alinéa du présent article peut être possible à des tiers accompagnés par l'exploitant et sous la responsabilité de ce dernier nonobstant notamment les autres dispositions du présent arrêté.

Article 20 :

L'exploitant doit maintenir remblayés et compactés les vides anciens sous le Chemin Départemental 44 et jusqu'à 10 mètres de celui-ci selon les modalités techniques émanant du Président du Conseil Général et de la Direction Départementale de l'Équipement, selon l'accord des deux structures précitées.

L'exploitant doit affecter chaque éboulement par la surface la plus restreinte possible. Si un éboulement est provoqué par torpillage des piliers de soutènement, il ne doit concerner qu'un seul pilier à la fois nonobstant des contraintes liées au respect de d'autres législations ou réglementations, ou notamment la tenue du toit de la carrière.

Il doit niveler en surface le terrain à l'aide de matériaux inertes répondant aux prescriptions de l'article 14 du présent arrêté, pour le remblayage après les éboulements. La terre végétale stockée doit être remise en place sur une épaisseur équivalente à l'épaisseur initiale.

L'exploitant doit interdire en surface, à toute personne et à tout véhicule, la zone en travaux d'éboulement y compris préparatoires et passés, au moyen d'une clôture. L'approche des lieux peut être possible à des tiers accompagnés par l'exploitant et sous la responsabilité de ce dernier nonobstant les autres dispositions du présent arrêté.

Article 21 :

Dans le cadre des tirs de mines mentionnés à l'article 18 du présent arrêté, il est procédé, aux frais de l'exploitant, à une ou plusieurs expertises d'habitations témoins choisies parmi les bâtiments de Béthemont-la-Forêt, de Villiers-Adam et de Chauvry par l'Expert désigné par le Président du Tribunal de Grande Instance de Pontoise à cet effet.

L'expertise objet du rapport du 22 novembre 1985 établit l'état initial des habitations dans le cas des tirs de mines liés à la remise en état pour la méthode des affaissements.

Les conclusions de l'Expert sont communiquées par l'exploitant au Préfet au plus tard vingt jours après l'expertise.

L'exploitant informe au moins 15 jours à l'avance, le Préfet, les Maires concernés, la Brigade de Gendarmerie territorialement compétente, l'Inspection des Installations Classées, des dates programmées des tirs prévus dans le cadre du présent arrêté.

Le lieu correspondant, en surface, à la projection horizontale de la zone affectée par les tirs programmés est communiqué par l'exploitant aux autorités et structures précitées.

Article 22 :

Les dispositions contraires des arrêtés préfectoraux des 2 décembre 1982 relatif à l'extraction du gypse dans une partie de la carrière considérée, 31 juillet 1989 relatif au délaissement d'une partie de la carrière considérée, 10 mai 1996 et 28 octobre 1996 relatifs notamment à une autorisation temporaire d'exploitation par une méthode particulière de la carrière considérée, aux dispositions du présent arrêté sont remplacées par les dispositions du présent arrêté, dès notification du présent arrêté.

Article 23 :

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par lettre recommandée avec avis de réception et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat.

Les plans datés du 9 septembre 1996, puis les plans modificatifs ou à mettre à jour, à fournir sous le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, mentionnés au deuxième alinéa de l'article 3 du présent arrêté sont consultables à la Préfecture du Val d'Oise - Bureau de l'Environnement -.

Une copie du présent arrêté est déposée aux maires de Villiers-Adam et de Béthemont-la-Forêt et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affichée aux mairies de Villiers-Adam et de Béthemont-la-Forêt pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins des maires.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'arrêté.

Une ampliation de l'arrêté est adressée :

- à M. le Président du Conseil Général du Val d'Oise,
- à M. le Maire de Villiers-Adam,
- à M. le Maire de Béthemont-la-Forêt,
- à M. le Maire de Chauvry,
- à M. le Maire de Taverny,
- à M. le Maire de Saint-Leu-la-Forêt,

- à M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- à M. le Directeur Régional de l'Office National des Forêts,
- à M. le Directeur Départemental de l'Équipement,
- à M. le Directeur Régional de l'Environnement,
- à M. le Chef du Service Départemental de l'Architecture,
- à M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- à M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- à M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- à M. le Directeur Départemental de la Jeunesse et des Sports,
- à M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Val d'Oise,
- à MM. les Commandants des Brigades de Gendarmerie territorialement compétentes,
- à M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Pontoise,
- à M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Montmorency,
- à M. le Président du Tribunal de Grande Instance de Pontoise,
- à M. l'Expert-Judiciaire nommé par le Tribunal de Grande Instance de Pontoise,
- à M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- à M. le Chef de Groupe de Subdivisions du Val d'Oise de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Un avis est inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

A la demande de l'exploitant, certaines dispositions de l'arrêté peuvent être exclues de la publicité prévue par les dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié précité lorsqu'il pourrait en résulter la divulgation de secrets de fabrication.

Article 24 :

Le présent arrêté peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Versailles :

1°) par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié ;


2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Article 25 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Val d'Oise, Messieurs les Maires de Villiers-Adam et de Béthemont-la-Forêt, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile-de-France et Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie du Val d'Oise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CERGY-PONTOISE, le 24 OCT. 1997

Pour le Préfet,
du département du Val d'Oise,
L'Adjoint au Préfet



Ludovic GRAIMPREY

Pour le Préfet,
du Département du Val-d'Oise
Le Secrétaire Général

Signé: Bertrand MARÉCHAUX